

Evo Morales dénonce Macri comme agent de l'empire



Buenos Aires, 18 juillet (RHC) L'ancien président bolivien Evo Morales a qualifié aujourd'hui l'ancien chef d'état argentin Mauricio Macri d'agent de l'empire et des sociétés transnationales, et il a également assuré que le rôle du Brésil dans le coup d'État de 2019 en Bolivie serait bientôt connu.

Morales a dénoncé dans une longue interview avec le quotidien Página 12 la complicité de la CIA et des services de renseignements argentins dans le coup d'État, suite à la dénonciation contre Macri, accusé d'avoir envoyé du matériel de guerre pour réprimer les manifestations qui se sont déroulées sous le gouvernement de facto de Jeanine Añez.

'La CIA a engagé des services de renseignements argentins pour le coup d'État', a déclaré Morales, qui s'est penché sur la participation de Macri et aussi de l'ancien président équatorien Lenin Moreno. Il a considéré qu'ils sont des agents de l'empire, des agents des transnationales avec une mentalité si mesquine qu'ils ne pensent ni à leur patrie ni au peuple humble'.

La Grande Patrie a besoin de patriotes et non d'anti-patries ou de vendeurs de Patries. Les peuples ont besoin de révolutionnaires, non de conservateurs, moins de réformateurs, a souligné le dirigeant politique bolivien, qui a ajouté que quelques jours avant le coup d'État, il y avait des réunions préparatoires et que l'ambassadeur du Brésil a participé au coup d'État.

'Je suis sûr que la manière dont le Brésil a contribué au coup d'État va être mise au grand jour à n'importe quel moment. L'ambassadeur de l'Union européenne est également intervenu. Je n'arrive pas à croire que l'Europe participe au coup d'État. Bien sûr, ils n'acceptent pas que les soi-disant Indiens puissent garantir la libération du peuple', a-t-il ajouté.

Pour l'ancien président, quand les humbles gagnent les élections, l'empire nous accuse de dictature et quand la droite gagne les élections, nous respectons. Elle gagne mais pour privatiser. Ce n'est pas la démocratie, a-t-il dit.

À la question de savoir si Macri devait être jugé en Bolivie pour l'envoi de munitions, il a indiqué qu'il avait laissé à la justice tous les éléments et preuves qui existaient d'actes illégaux et inconstitutionnels.

À son avis, 'il doit être jugé pour qu'il n'y ait plus jamais ce type de coup d'État : des présidents de gouvernements de droite soumis à l'empire frappant un pays frère comme la Bolivie. Si nous nous basons sur les normes boliviennes, ceux qui ont permis l'entrée de ces armes sont passibles de 30 ans de prison', a-t-il déclaré.

Par ailleurs, Morales a soutenu que les coups d'État dans le monde se produisent là où il y a des ressources naturelles ou des lieux stratégiques pour le commerce international, où se trouvent les bases militaires. Ils sont, dit-il, pour piller nos ressources naturelles.

Il a expliqué que dans les années 1970 et 1980 il y avait des coups d'État pour le contrôle politique parce que les mouvements populaires, miniers, paysans se sont rebellés contre les politiques de pillage, d'où le Plan Condor. Maintenant, a-t-il dit, ils sont d'une autre manière : coup d'État judiciaire, parlementaire comme au Paraguay et au Brésil, militaire comme au Honduras.

Après avoir déclaré que les politiques des États-Unis échouent, l'ancien mandataire a déclaré que l'Amérique latine n'est pas une arrière-cour et que cette génération va bien au-delà : vers une Amérique Plurinationale, des peuples et pour les peuples.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/264240-evo-morales-denonce-macri-comme-agent-de-lempire>



Radio Habana Cuba